

Laurent Le Gall

Patrick PIERRE, *Les Bretons et la République. La construction de l'identité bretonne sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, 427 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Laurent Le Gall, « Patrick PIERRE, *Les Bretons et la République. La construction de l'identité bretonne sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, 427 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 04 septembre 2008, Consulté le 10 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index279.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848
<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index279.html>

Document généré automatiquement le 10 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Laurent Le Gall

Patrick PIERRE, *Les Bretons et la République. La construction de l'identité bretonne sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, 427 p.

1 Il n'était guère facile de mettre ses pas dans ceux de André Siegfried. Pari osé, risqué, quand bien même son maître-livre, le Tableau politique de la France de l'Ouest publié pour la première fois en 1913, est soumis de nos jours à une relecture critique qui fait la part belle aux erreurs de méthode de la balbutiante science politique, à ses résultats qui seraient atteints d'un délicat déficit de fiabilité. Patrick Pierre s'est lancé dans l'aventure tout en sachant ne pas invoquer abusivement au détour de tel ou tel constat, de telle ou telle analyse les mânes glorieux du prestigieux aîné. L'exercice était donc périlleux et seul un immense travail de dépouillement des résultats électoraux sur une période politiquement longue — soixante-dix années d'une Troisième République riche en scrutins aux enjeux multiples — et à l'intérieur d'un espace qui compte les cinq départements de la "Bretagne historique" (mais quelle est-elle ?) pouvait permettre de prolonger, d'amender, de contredire la vision siegfriedienne de "la politique" dans la péninsule armoricaine. Il faut donc passer outre au titre tellement prometteur et partiellement trompeur "Les Bretons et la République, la construction de l'identité bretonne sous la Troisième République" pour se plonger dans le corps de l'ouvrage. Car, pour ceux qui attendaient légitimement, à la toute première découverte de l'opus, une étude faisant entre autres appel aux inscriptions symboliques de la République — façon Maurice Agulhon — ou aux interrogations sur les identités territoriales — façon Anne-Marie Thiesse —, il faudra se résigner : l'approche est essentiellement électorale, les scrutins législatifs servant de matrice aux analyses et aux conclusions de ce livre issu d'une thèse de doctorat d'histoire soutenue à l'Université Rennes 2 en 1998.

Une volumineuse étude électorale donc, organisée en deux grandes parties : les acteurs de la vie politique en Bretagne, un essai de typologie électorale qui suggère au mieux ce que d'aucuns purent nommer naguère les "tempéraments politiques" locaux. Aussi Patrick Pierre rappelle-t-il au préalable que "cette synthèse historique s'appuie sur une démarche géographique" (p. 9) avant de se livrer à une mise au point succincte sur des notions qui n'en finissent pas d'épuiser les débats historiographiques contemporains, le "modèle républicain" et la constitution d'un espace politique national. Sa première partie débute des plus classiquement par un tableau de la société bretonne. C'est peut-être la partie la moins intéressante du livre, parce qu'elle n'apporte pas de grandes révélations, parce qu'il est difficile en quelque cinquante pages de ne pas verser dans le schématisme et ceci même si l'auteur prévient qu'"il ne s'agit pas de mener une étude sociologique complète de la Bretagne mais simplement de recenser les éléments dominants et de les mettre en relations" (p. 28). Retrouvant en 1936 son étiage démographique des années 1870 (3 millions d'habitants environ) après le pic du recensement de 1911 (3,3 millions), la Bretagne des électeurs appelés à de multiples reprises à voter peut être ainsi croquée à grands traits : au début de la période, une région majoritairement rurale, aux faibles densités de l'intérieur, terre d'émigration ; à la veille de la défaite de 1940, une région qui connaît un fort essor urbain et une progression notable de sa population sur certains points (lisière sud, certains cantons de l'intérieur) accentuant les contrastes entre Bretagne vide et Bretagne pleine. Quant aux évolutions sociales, elles sont nombreuses : le monde rural se diversifie, l'artisanat s'impose désormais comme un secteur qui compte tandis que le nombre des paysans propriétaires (15 à 16 % des agriculteurs en 1872) ne cesse de croître, la "légendaire" mendicité recule. Le lecteur pourra rester partagé sur l'utilité d'un tel tableau. Non qu'il soit dénué d'intérêt même s'il ressortit davantage au manuel ; mais dans une étude

qui fait la part belle aux élections et aux électeurs, l'impression que l'on retire à la lecture de ce chapitre d'ouverture reste celle d'un cadre qui voit s'accumuler des variables — poids du rural, poids du clergé, structures foncières où dominant largement, tout au moins au début, le fermage ou le métayage — dont l'utilisation parfois abusive risque d'entraîner le décryptage par trop systématique de la couleur politique (blanche, bleue, rouge avec leurs nuances) des territoires étudiés. Lorsque Patrick Pierre écrit : "Quand les électeurs se présentent aux urnes en 1876, bien peu sont capables de s'émanciper des divers moyens de pression. Comment les journaliers, les domestiques, les métayers ou les petits fermiers pourraient-ils voter selon leur cœur ? Les agents électoraux sont là pour surveiller, on vote en groupe, par ferme, par famille... Le paysan breton est dépendant en 1876. L'est-il moins en 1914 ou en 1936 ? Certainement, il a acquis une part de son exploitation en propriété, le vote est secret, l'encadrement administratif est plus sévère. De plus, il est éduqué, il se déplace, ses enfants lui ramènent des idées de la ville" (p. 52), il nous paraît user d'explications purement mécaniques qui ne tiennent pas suffisamment compte d'autres paramètres — le conflit local dans l'affermissement d'un "sentiment politique", le rejet ou l'adoption de ceux qui portent des valeurs considérées comme anciennes et éculées, l'"instinct de conservation" devant le monde qui se transforme, les rapports entre le citoyen-individu et la communauté-collectivité sociale et politique... après tout, qu'est-ce que voter ? — qu'une étude de cette ampleur aurait mérité de signaler à défaut de les tenir pour incontournables. L'électeur breton de la Troisième République semble ainsi happé par un décor, des structures, dépendant de conditions externes qui s'imposent en permanence à lui — la structure hiérarchique de la société, les conditions d'alphabétisation et d'acculturation à un "modèle républicain" imposé par le haut — et rendent difficile la propre prise en charge de ses choix et de son avenir politiques. Patrick Pierre s'intéresse ensuite à la pratique électorale. Outre l'apport de cette partie à une meilleure connaissance du moment électoral, entre fête civico-profane, compromissions et pressions de toutes sortes, on sait gré à l'auteur d'essayer de saisir au mieux les implications de l'élection à travers, en particulier, les incidents qui émaillent les campagnes précédant le vote et les tensions qui surgissent ou resurgissent alors. Sur la valeur accordée au suffrage par les hommes, Patrick Pierre reste circonspect. À la fois sacralisé et source de peu d'intérêt, il n'en reste pas moins "un élément de l'enracinement de la démocratie parlementaire en Bretagne" (p. 83). Le lecteur découvrira les savoureuses affaires qui alimentèrent la chronique politique locale : cabarets-épiscopales proches des bureaux de vote, fraudes multiples qui font du bulletin un talisman à nul autre pareil, influences administratives ou ecclésiastiques qui opposent à la voix du peuple celle du salut laïque ou divin. Quant à l'essence même des scrutins, Patrick Pierre défend un point de vue que l'on aurait souhaité voir davantage expliciter : "L'individu semble ne pas exister dans le vote. On a souvent un vote communautaire, collectif. C'est une des clés de la vie politique en Bretagne pendant cette période" (p. 84). Quelques exemples précis auraient mérité d'étayer ce qui apparaît plutôt ici comme une pétition de principe, alors que l'offre électorale ne cesse de se diversifier au cours de la Troisième République et risque de briser l'unité voulue par les communautés. La lecture de l'élection à travers le traditionnel prisme toquevillien d'un suffrage communautaire dans la Normandie des débuts de la Seconde République convient-il vraiment à la Bretagne des années 1870-1940 ? Voire. D'autant que la vie politique se structure et s'organise autour de militants et de comités qui relaient, au fur et à mesure que se constituent à l'échelle nationale des partis politiques, idées et tactiques. Les élections de lutte qui opèrent la partition en des camps aux mots d'ordre tranchés ne doivent cependant pas masquer l'instillation des préoccupations locales dans les programmes des candidats. Et l'auteur de conclure : "Les considérations locales sont toujours présentes et, de plus en plus, les députés sortants sont de véritables agents de commerce de leur circonscription. Alors que les élections se politisent, on a l'impression que les candidats mettent de plus en plus l'accent sur les aspects matériels. Ce souci de plaire à tout le monde, d'effacer les questions délicates, de gommer les revendications trop radicales montre la volonté de gagner les élections au centre" (p. 119). Là aussi, sur une expression qui frôle l'anachronisme — qu'est-ce que le "centre" ? —, nous aurions souhaité des explications moins elliptiques. Patrick Pierre clôt enfin sa première partie par un chapitre consacré à la géographie de l'électorat breton. Le nombre des

inscrits par rapport à la population totale progresse régulièrement : 24,70 % en 1876, 29,04 % en 1936. Les différences spatiales sont cependant non négligeables : s'inscrivent davantage sur les listes électorales, au début de la Troisième République, les électeurs qui habitent dans des cantons ruraux et votent majoritairement à droite ; l'évolution profite toutefois davantage aux cantons républicains au cours de la période. La participation aux élections législatives quant à elle tourne autour de 75 % et les contrastes sont tout aussi saisissants : avec une Basse-Bretagne plus abstentionniste, un clivage entre des communes littorales qui participent moins et des communes de l'intérieur qui votent davantage — l'opposition entre Armor et Argoat est aussi politique —, des citoyens des villes qui boudent plus facilement les urnes, s'ébauche peu à peu une première tentative de géographie électorale. Malgré les tendances décelées, l'abstention ou la participation ne seraient cependant pas seulement structurelles. Aussi l'auteur insiste-t-il sur le poids de la conjoncture politique en étudiant la participation dans une optique diachronique : le choc de la politique anticléricale du début du siècle entraîne par exemple une poussée de la participation. L'infinie variété des situations ne peut être résumée ici ; elle renvoie cependant à la difficulté d'appréhender les multiples ressorts des configurations politiques à l'échelle régionale. C'est pourtant à cette tâche écrasante que s'attaque Patrick Pierre dans une seconde partie où il propose un essai tout à fait méritoire de typologie de la Bretagne électorale sous la Troisième République.

Oublions rapidement le titre de l'introduction — "La Bretagne change, la Bretagne bouge" (p. 177) — et quelques phrases à l'emporte-pièce : on peut lire par exemple page 178 : "Le contexte national va peu à peu imposer ses rythmes à la vie politique bretonne. On ne se détermine plus pour ou contre le noble et le bourgeois, mais aussi par rapport à leurs partis, à leurs promesses. Le cadre villageois est dépassé, le cadre national s'y ajoute" ; et, page 180 : "Toutes les régions ne se comportent pas comme l'ensemble de la Bretagne...". Le lecteur est convié à suivre le guide sur les chemins tortueux des territoires politiques de la péninsule. Enracinement dans une tradition politique, reclassements, évolutions... Patrick Pierre décline la carte politique de la Bretagne selon trois catégories : les "terres de tradition", les "terres de négociation", les "terres d'adhésion". Il va sans dire qu'il serait illusoire de résumer en quelques lignes les différences plus ou moins marquées entre des cantons, parties de cantons, arrondissements, parties d'arrondissements qui relèvent du même type de comportement et de sensibilité politiques. C'est d'ailleurs un des grands mérites de l'auteur que d'avoir su analyser et donner à lire, grâce à des regroupements hardis et parfois discutables, la marqueterie électorale des cinq départements. Les terres de tradition, ce sont les terres de droite. Confrontées au grignotage des républicains au cours de la période, elles apparaissent de plus en plus comme des bastions qui "entrent en résistance" (p. 197). Des différences existent bien sûr : les marges orientales (Vitréen, pays d'Ancenis), dominées par des notables — en particulier par des nobles — qui ont su prolonger, conforter leur légitimité en faisant rimer progrès économiques et traditions sociales, ne ressemblent pas au Léon terre des prêtres. Ici, l'Église reste la référence fondamentale ; c'est elle qui encadre par le sermon, par l'école et après le Ralliement, par ses curés démocrates qui savent se poser en adversaires des notables traditionnels. Ainsi, les terres de tradition sont-elles pour Patrick Pierre des terres qui n'ont pas basculé dans le camp des républicains puisque le message que leur dispensaient ces derniers ne correspondait pas aux aspirations sociales de populations acquises à leurs séculaires élites. Liées indéfectiblement à l'Église catholique et à un électorat majoritairement paysan, elles se constituent en bastions entre 1898 et 1906, au moment où la politique anticléricale des gouvernements semble porter durablement atteinte à un de leurs ferments. Deuxième catégorie, les terres de négociation forment quant à elles un ensemble plus disparate ; leur attentisme puis leur apprivoisement de la République, sous la férule fréquente de quelques fortes personnalités (Daniélou pour la Cornouaille maritime, Mando élu sans interruption entre 1898 et 1921 à Loudéac), les conduiraient à se ranger dans le camp de ce que l'auteur nomme le "centrisme". Ainsi, "le centrisme correspond à des cantons souvent partagés. L'Église y est puissante, la politique antireligieuse mal vécue. Ce sont des régions de sensibilité républicaine, mais qui répugnent à suivre les radicaux et à plus forte raison des socialistes" (p. 254). Terres de transition, aux évolutions conjoncturelles — le centrisme breton connaîtrait une

période faste sous la République radicale —, éparpillées dans toute la péninsule (vieilles circonscriptions républicaines de Quimper, Quimperlé, nord de l'Ille-et-Vilaine, arrière-pays lorientais au moment de l'entre-deux-guerres, cantons de la Montagne cornouaillaise avant que certains d'entre eux ne soient gagnés par le socialisme), elles "évoluent au rythme des débats politiques nationaux" (p. 306). Des régions-éponges en quelque sorte. Elles se construisent non pas contre mais avec une République modérée point trop sociale ni anticléricale qui sut saper les bases des autorités traditionnelles pour mieux s'arroger les grâces des nouveaux promus : paysans enrichis, fonctionnaires, petite bourgeoisie locale. Restent les terres d'adhésion. Elles votent pour les républicains en 1876, sont ouvertement anticléricales en 1902, aspirent au Front Populaire en 1936. C'est une Bretagne extrêmement minoritaire sous Mac-Mahon, dont on discerne mieux les hypothétiques foyers après coup, une fois que les rouges du radicalisme puis de la SFIO se sont eux aussi construits des territoires où ils prospèrent. La quête des filiations est alors souvent congruente et Patrick Pierre se plaît à juste titre à les relever. Plus on a adhéré précocement à la République et plus le glissement vers le socialisme est possible : ainsi en est-il de l'évolution politique de la Montagne cornouaillaise, du Trégor et de bien des communes portuaires du littoral sud de la Bretagne. Mais le glissement n'est pas toujours systématique et nombreuses sont aussi les terres d'adhésion (pays de Saint-Malo, nord-est de l'Ille-et-Vilaine) qui dédaignent une voie considérée comme trop révolutionnaire.

Au terme de son étude riche et fouillée, l'auteur insiste sur "la constitution de la personnalité politique de la Bretagne sous la Troisième République" (p. 389). Avec un suffrage de plus en plus libéré de l'encadrement des élites, une palette politique qui ne cesse de se diversifier, dans un contexte de transformations sociales importantes (très nette progression de l'alphabétisation, accession à la propriété pour de nombreux paysans), les Bretons entrent en République selon des rythmes et des modalités différents voire divergents. Dans une ultime mise en perspective cartographique, Patrick Pierre termine son étude par une typologie affinée des régions politiques de la péninsule à la fin de la période. Il y aurait ainsi huit modèles suffisamment émergents pour qu'ils acquièrent quasiment chacun le statut de l'idéal-type : modèle républicain libéral et anticlérical, modèle anticlérical et social, modèle conservateur à tendance protestataire pour n'en citer que quelques-uns. Huit catégories qui doivent permettre de mieux comprendre le "modèle républicain" à l'épreuve d'une région périphérique de plus en plus intégrée.

La lecture du livre de Patrick Pierre nous met dans une situation embarrassante : séduit par l'immense travail de dépouillement accompli, le beau corpus cartographique, la ferme volonté de synthétiser des résultats pour le moins disparates ; agacé par une orthographe parfois défaillante, des références approximatives (par exemple, Ronan Le Coadic devient René Le Couadic dans la bibliographie et dans de nombreuses notes en bas de page), un style par trop souvent maladroit qui abuse du point d'exclamation — écrit-on l'histoire avec ce type de ponctuation ? —, enfin par cette propension à jouer sur les anachronismes, dans un aller-retour entre passé et présent quelquefois vain. Ainsi lit-on page 130 : "Des élections qui se dérouleraient de la façon dont elles semblent se dérouler à la lecture des archives ne seraient certainement pas jugées objectives par la Commission européenne des droits de l'homme !" Sur le fond, l'étude laisse perplexe. L'histoire politique doit-elle se réduire à une approche weberienne (l'historien de La fin des terroirs) explicitement revendiquée, et au croisement de variables — le poids des élites, les vecteurs de la nationalisation des "masses" (école, presse, chemin de fer), les structures de la propriété — qui laissent si peu de place aux représentations, aux conflits locaux, à la définition de la tolérance au pouvoir et à sa légitimité, aux mémoires familiales... ? Plutôt que de se fonder sur la notion de "modèle républicain", n'aurait-il pas été souhaitable d'engager une discussion sur ce qu'était la République en Bretagne en 1880, en 1920, avant 1940 à travers l'étude de sa réception du côté des populations et en particulier des électeurs ? Est-on, au-delà des étiquettes attribuées par le préfet ou le candidat, au-delà du décompte des voix et du classement en régions aux "tempéraments politiques" variés, républicain et antirépublicain de la même manière ? En effleurant bien trop souvent ces innombrables questions, Patrick Pierre a peut-être écrit une histoire quelque peu prisonnière de schémas préconçus.

Pour citer cet article

Référence électronique

Laurent Le Gall, « Patrick PIERRE, *Les Bretons et la République. La construction de l'identité bretonne sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, 427 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 04 septembre 2008, Consulté le 10 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index279.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés